

La Révolte

N°95
Novembre 2023

«Le seul moyen d'affronter un monde sans liberté est de devenir si absolument libre qu'on fasse de sa propre existence un acte de révolte.» Albert Camus



En France, Daesh est en passe de gagner son pari. Lorsque dans la seconde moitié de la décennie de l'an 2000, Al-Baghdadi et ses partisans s'éloignent d'Al Qaeda pour créer une nouvelle organisation, ils posent un constat et optent pour une nouvelle stratégie : la tentative de déstabilisation de l'Occident que devaient entraîner les attentats sur le sol américain a échoué, il faut changer de cible privilégiée et frapper leurs alliés en Europe. L'idée est simple : dans les pays d'Europe occidentale, il existe des minorités musulmanes importantes, exploitées, marginalisées, qui subissent la pauvreté et le racisme ; en commettant des attentats dans ces pays, Daesh espère que la majorité de la population se tournent vers l'extrême droite, persécute les musulmans parmi lesquels, en réaction, l'organisation terroriste pourraient recruter de nouveaux candidats au martyre. L'avènement de régimes autoritaires d'extrême droite, le clivage entre la majorité de la population et la minorité musulmane, et la multiplication des attentats doivent permettre de déstabiliser ces pays occidentaux et renforcer l'image de Daesh dans les pays musulmans.

Jusqu'ici, cette stratégie n'a que partiellement fonctionné en France, même si, au niveau Européen, « l'islamophobie » est à l'origine de l'accession au pouvoir de régimes populistes. Les attentats ont été vécu par une part importante de la population française comme une agression étrangère et non comme un complot de la population musulmane française. L'échec de Zemmour à la présidentielle a montré que si « la haine de l'Arabe » était une composante importante du vote d'extrême droite, elle n'était pas suffisante, à elle seule, pour l'expliquer :

le discours faussement social du Rassemblement National avait eu plus de succès. D'un autre côté, malgré les injustices dont elle est victime, la population d'origine musulmane ne s'est pas tournée massivement vers le discours islamiste et le retour à la religion est davantage une impression véhiculée par les médias qu'une réalité massive¹. Malheureusement, le contexte actuel pourrait changer la donne.

Depuis toujours, la situation en Palestine est un facteur important de radicalisation dans le monde arabe. Lorsque le Hamas lance une offensive contre Israël, il n'a pas les mêmes buts que Daesh, son objectif est de cliver les populations israélienne et cisjordanienne pour éviter toute possibilité de rapprochement. Et lorsque le premier ministre israélien Benyamin Netanyahu fait le choix de l'escalade militaire, c'est avant tout pour rester au pouvoir, faire oublier ses ennuis avec la justice et éteindre le grand mouvement de contestation de sa loi sur la réforme de la Justice. Mais la complexité du conflit israélo-palestinien favorise la polarisation des opinions.

Aujourd'hui, il semble impossible de faire entendre une voix qui ne serait rangée automatiquement dans le camp des propalestiniens ou des pro-israéliens. Comme s'il était impossible de condamner les crimes atroces du Hamas tout comme les non moins atroces de Tsahal. Plus inquiétant encore, par calcul basement politicien, la majorité de la classe politique française entre dans ce jeu, fait l'amalgame entre les récents attentats de Daesh et l'action du Hamas. Le Rassemblement National en profite pour se fendre d'un « soutien au peuple juif » dans une « opération respectabilité » aussi hypocrite qu'écœurante. Darmanin utilise les attentats pour justifier les expulsions d'étrangers condamnées par la Cour Européenne des Droits de l'Homme². Toute considération pour le peuple palestinien est associée à l'antisémitisme, tout rejet de l'antisémitisme à du sionisme.

Cette perte de mesure et la mauvaise foi criante qui l'accompagne sont révoltantes et dangereuses. Révoltantes car elles exigent de chacun de faire un choix dans la compassion pour les victimes en les associant aux camps des protagonistes qui sont cause des guerres. Révoltantes car elles font le jeu de Daesh comme de l'extrême droite. Dangereuses car des minorités révoltées et mal informées risquent de se tourner vers des mouvements complotistes - antisémites d'un côté, islamophobes de l'autre - qui ont, les uns comme les autres, intérêts à pousser à la guerre civile³.

1 Le démographe, spécialiste de la géopolitique des rapports avec le monde arabe, Yves Monténay explique : « 58 % des familles [d'origine musulmane] n'accordent pas beaucoup d'importance à la religion, chiffre auquel il faudrait ajouter 30 % de 42 %, ce qui monte le total à 70 % ! » sur son blog : <https://www.yvesmontenay.fr/2023/04/16/des-musulmans-moins-croyants/>

2 « CEDH : Gérald Darmanin assume le bras de fer », Charlotte d'ORNELLAS, JDD, 22 octobre 2023.

3 « Aujourd'hui un tag sur un mur, demain un cocktail Molotov en pleine prière ? », Lou SYRAH et Faïza ZEROUALA, Mediapart, 27 octobre 2023.

La mémoire des victimes de la Shoah et du Samudaripen bafouée au Camp de Gurs !

En tant qu'enseignante-chercheuse, mon parcours universitaire a été guidé par les témoignages de rescapés ou familles de victimes des nazis et de leurs collaborateurs, durant Samudaripen ou la Shoah de la deuxième guerre mondiale, en particulier en France. Notant scrupuleusement, avec mes collègues et stagiaires, où en était l'aspect mémoriel et commémorations, plus de 70 ans après cette période dramatique, nous avons pu œuvrer à la reconnaissance tardive par l'Etat français, de cette sombre époque où tant de familles ont péri, enfermées de manière sommaire dans des camps d'extermination, de rétention, avilis de la manière la plus extrême. C'est toujours avec une grande pudeur, une sensibilité sans faille, que des petits enfants, des enfants ou des rescapés âgés et marqués à tout jamais, nous ont expliqué la terreur de cette guerre « des races », menée contre le peuple juif, contre les tziganes, contre les homosexuels, les Jehova, les politiques communistes ou libertaires, les résistants en lutte de tous pays, comme les républicains espagnols...

Alors, au moment où nous avons appris la triste nouvelle, que des Gendarmes, dépêchés par le Parquet de Rouen, avaient mis à jour le manège et arrêté des suprématistes néo-nazis sur le site même du Camp de Gurs, cette semaine du 18 septembre 2023... parce qu'ils appelaient à la haine raciale en vantant la soi-disant « race blanche », distillant des courriers de haine chez les habitants proches, ceci nous a profondément meurtris...

CNT-AIT 3, rue de Boyrie - Pau www.cnt-ait-pau.fr

Communiqué, daté du 3 novembre 2023, du collectif juif décolonial Tsedek :

L'antisémitisme doit être combattu, son instrumentalisation aussi !

Face à la recrudescence d'actes antisémites, la politique menée par le gouvernement français, loin de protéger les Juif·ve·s, les désigne comme cibles.

Depuis le 7 octobre, on observe une recrudescence inquiétante d'actes antisémites. Les agressions physiques ou verbales et les graffitis à caractères antisémites se sont multipliés. Des synagogues ont été incendiées, celle de Kahal Adass Jisroel à Berlin et celle de El Hamma près de Gabès en Tunisie. Au Daghestan, l'aéroport de Makhatchkala a été le théâtre d'une émeute antijuive suite à l'annonce de l'atterrissage d'un avion en provenance d'Israël. Un climat qui plonge légitimement les Juifs et Juives de France dans l'angoisse et la colère.

En France, ces actes témoignent de la persistance et de la circulation des idées antisémites dans la société. Leur recrudescence doit être comprise dans un contexte de très forte polarisation politique et d'embrasement en Israël-Palestine*. La réception de ces événements par le gouvernement français et son traitement médiatique est, de ce point de vue, catastrophique et irresponsable. La séquence particulièrement violente que nous traversons devrait amener les pouvoirs publics à saisir l'urgence de faire baisser la tension en garantissant l'expression légitime des émotions et des positions des un·e·s et des autres et la possibilité du débat public.

Pourtant, le gouvernement a interdit et criminalisé les expressions de solidarité et de compassion avec le peuple palestinien au nom de la lutte contre l'antisémitisme, tout en affichant un soutien inconditionnel aux opérations de l'armée israélienne et à son gouvernement fasciste. Une politique d'autant plus dangereuse que les relations entre les populations juives et arabo-musulmanes, si souvent instrumentalisées, sont déjà très dégradées. Les Juif·ve·s sont ainsi collectivement et publiquement associé·e·s par les pouvoirs publics à l'État israélien qui mène une politique criminelle à Gaza et en Cisjordanie. Les Arabes et les Musulman·e·s sont plus que jamais dépeint·e·s en classe dangereuse, ennemie de l'intérieur, gagnée au terrorisme et à l'antisémitisme. Ni les Juif·ve·s, ni les Arabes et les Musulman·e·s ne peuvent sortir gagnant·e·s d'une équation qui nourrit et l'antisémitisme, et l'islamophobie.

La lutte contre l'antisémitisme ne peut être menée en s'opposant à la solidarité avec le peuple palestinien et à la mobilisation pour un cessez-le-feu à Gaza. Elle ne doit pas, non plus, s'inscrire dans l'action d'un gouvernement engagé dans le tournant autoritaire et islamophobe. Face à la recrudescence, la priorité doit d'abord être de faire baisser la tension. La France devrait mettre tout son poids pour que la "guerre de vengeance", comme elle est nommée en Israël, s'arrête. Les crimes de guerre répétés d'un État se revendiquant être celui de tous les Juif·ve·s ne sont pas sans effets sur la perception des Juif·ve·s dans le monde. Sans être l'unique facteur d'antisémitisme, la politique israélienne de colonisation et d'occupation nourrit un ressentiment antijuif. En ce sens, un cessez-le-feu immédiat à Gaza doit être obtenu.

Au-delà de ces considérations conjoncturelles, la question de l'identification de l'antisémitisme et de son étendue réelle reste un enjeu crucial. Elle fait d'ailleurs l'objet de riches débats dans le champ de la recherche et le champ militant. Le présent communiqué n'a pas pour objet de développer ces discussions. Cependant, il doit être dit que les affirmations associant les expressions antijuives des masses arabo-musulmanes, exaspérées par la politique d'occupation et de destruction de "l'État des Juifs", à la haine raciale antisémite des peuples européens, voire carrément au nazisme, relèvent d'une instrumentalisation abusive de l'histoire et des concepts.

Si l'idéologie du Hamas est bien pétrie d'éléments antijuifs et de représentations antisémites, l'idée qu'ils seraient les "nouveaux nazis" et que les massacres du 7 octobre soient comparables à la Shoah doit être combattue. Ce narratif, qui vise surtout à diaboliser les Palestiniens, n'offre aucune clé de compréhension des violences terribles qui ont visé les civil·e·s israélien·e·s. Le Juif persécuté par le nazi est-il le même que le Juif ciblé par le Hamas? Si la rhétorique du Hamas emprunte volontiers des références à l'antisémitisme européen, son antijudaïsme est surtout adossé à l'association de l'identité juive au statut de colon dans le cadre des rapports sociaux engendrés par la colonisation israélienne. En contexte palestinien, les catégories "Juif" et "Arabe" renvoient d'abord à des rapports de pouvoir et de domination.

En France comme en Israël, la lutte contre l'antisémitisme est détournée par les pouvoirs publics et utilisée comme un outil de légitimation de politiques autoritaires et racistes. L'antisémitisme apparaît comme un mal anhistorique et l'antisionisme comme sa forme réactualisée. Des postulats, fort contestables, qui permettent de fondre la gauche, Hitler et les Palestiniens dans un ennemi commun. Dans ce cadre, cette "lutte contre l'antisémitisme" facilite la montée des extrêmes-droites, le renforcement de l'islamophobie et le recul des libertés politiques. Ce détournement coupe les Juif·ve·s des autres minorités nationales et des forces politiques de gauche. Pourtant, comme les autres, ils et elles paient cher le prix des politiques racistes et antisociales du gouvernement.

La captation de la mémoire de la Shoah et des termes associés à l'histoire juive européenne est une constante dans la propagande de guerre israélienne. Elle n'est pas sans effets délétères sur la lutte contre l'antisémitisme si nécessaire aujourd'hui. Dans le contexte actuel, en France, les Juif·ve·s sont d'autant plus vulnérables qu'ils et elles sont de plus en plus isolé·e·s. Il est difficile d'imaginer une situation plus confuse que celle qui s'est aujourd'hui imposée, dans laquelle la lutte contre l'antisémitisme est détournée par des acteurs politiques qui facilitent en retour la circulation de l'antisémitisme. Si la lutte contre l'antisémitisme doit être, comme le mal qu'elle combat, multiforme, sa dimension politique est centrale. Sa boussole ne peut être que celle de la justice, de l'émancipation collective et des débouchés politiques en rupture avec les structures qui produisent l'antisémitisme. Sans cela, elle est désarmée.

Collectif Tsedek,
Communiqué du 3/11/2023»

* Rapport de la Commission nationale consultative des droits de l'homme, 2022.

Car oui, notre Bibliothèque Sociale de la CNT-AIT de Pau permet, par exemple, de consulter divers ouvrages témoignant du travail artistique des anciens prisonniers de Gurs (Catalogue de l'exposition du Musée des Beaux-Arts de Pau), ou encore d'accéder à des éléments historiques, sociaux, militants, décrivant une prise de parole et de position des membres syndiqués de notre structure, dont certains travailleurs sont historiens, à l'instar d'une Claire Auzias, par exemple... Non, nous ne pouvons pas, en tant que travailleurs, chômeurs-précaires ou autoentrepreneurs, laisser passer ce genre de provocations... Au moment où notre Europe lutte contre les horreurs perpétrées en Ukraine ou ailleurs dans le monde, par des terroristes, par des dictateurs ! Libertaires nous sommes, et libertaires nous restons ! No Passaran ! Solidarité entre citoyens, entre les peuples !

Concernant la Section Roms-Gens du Voyage : rendez-vous le 3 octobre chez l'Har-mattan pour une séance de dédicaces, Paris 5ème, puis le 4 octobre à la FNASAT Gens du Voyage, Médiathèque Matéo Maximoff (qui fut interné à Gurs), Paris 19ème, le 6 octobre aux Arènes romaines MJC de Toulouse avec Rencontre Roms-Nous, atelier et marionnettes itinérantes de Tania pour les enfants Roms roumains et le 15 octobre Journée Art Rom au Cercle dou Peïs de Pompéjac (infos web à Tania Magy Art Rom), alors l'atcho drom, bonne route et à très bientôt !

Tania la Pouniee

Une bienvenue qui coûte un bras

Bonne nouvelle ! Après 4 années en France, des manifestations devant des établissements scolaires, une pétition que vous avez signée, des articles de presse... et pour ma part, des intimidations de la part de la hiérarchie, Cherifah et ses quatre fils ont enfin obtenu un titre de séjour. Le sourire sur le visage de cette maman fatiguée et surtout le soulagement. Pour l'aîné, Ahmed, une grande fierté, à juste titre. A chaque étape, alors qu'il vient d'apprendre le français, il a déchiffré et compris la subtilité de tous les courriers administratifs et juridiques possibles.



Mais alors qu'ils pensent avoir franchi la ligne d'arrivée... un détail encore. Il faut aller chercher les 2 cartes de séjour. Et devinez quoi ? Ce n'est pas gratuit ! Pour chaque carte : un timbre fiscal de 425€ ! Quel parcours du combattant !

Surtout quand on n'a pas encore eu le droit de travailler !

Alors voici une nouvelle collecte :

https://www.leetchi.com/fr/c/pour-la-carte-1634411?utm_source=copylink&utm_medium=social_sharing

Merci à tout le monde pour le soutien.

Céline

Ta révolte sur notre blog:
<http://comitedelarevolte64.over-blog.com>